



Préfecture
Secrétariat Général
Direction des libertés publiques et des collectivités locales
Bureau du Droit de l'Environnement
n° 2012006-003

**Arrêté portant abrogation de l'arrêté
mettant en demeure la société GERSYCOOP
de respecter certaines dispositions de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 relatif à la prévention des
risques pour le site qu'elle exploite sur la commune de AUCH**

Le Préfet du Gers,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier dans l'Ordre National du Mérite

Vu le titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, notamment son article L. 514-1 ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 16 novembre 2010 mettant en demeure la société GERSYCOOP de respecter certaines dispositions de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 relatif à la prévention des risques ;

Vu le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 27 septembre 2011 faisant suite à la visite du 16 septembre 2011 ;

Considérant que l'exploitant a procédé aux différentes actions permettant de lever la mise en demeure prise à son encontre par arrêté du 16 novembre 2010 ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} :

L'arrêté de mise en demeure du 16 novembre 2010 est abrogé.

ARTICLE 2 :

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de PAU (BP 543 – PAU CEDEX). Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant et commence à courir le jour où la présente décision est notifiée.

ARTICLE 3 :

Monsieur le Secrétaire Général, M. l'inspecteur des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée, pour information, à M. le Maire de AUCH.

Auch, le 6 janvier 2012

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,

Signé : Serge GONZALEZ

